

ORDRE NOUVEAU

La doctrine stratégique des Bush



Le 11 septembre 1990, George Bush père présentait au Congrès sa vision d'un « nouvel ordre mondial » dominé par les seuls États-Unis. Peu après, il confiait à Dick Cheney et Paul Wolfowitz le soin de théoriser cette doctrine et d'en décliner les conséquences diplomatiques et militaires. Interrompu par la parenthèse Clinton, ce processus idéologique a été relancé par les attentats du 11 septembre 2001 et achevé par la publication par George Bush fils de la *Stratégie nationale de sécurité*, le 11 septembre 2002.

page 2

Edwards : choix politique ou marketing ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Sydney Blumenthal

estime que la désignation de John Edwards comme colistier de John Kerry permet de concurrencer Bush dans le Sud traditionnellement républicain grâce à un discours de type poujadiste. En revanche pour Pat Buchanan ou Max Boot, il ne s'agit que d'un choix marketing pour profiter du charisme d'Edwards. Quoiqu'il en soit, l'important est que, s'il est élu, Kerry poursuive la politique impériale états-unienne.

page 8

REPÈRE : 21 JUIN 1957

Maurice Audin est étranglé

Depuis janvier 1957, le général Jacques Massu commande la lutte « anti-terroriste » à Alger. Maurice Audin, assistant en mathématiques à la faculté d'Alger, membre du PCA (Parti communiste algérien, dissous en 1955), est arrêté le 11 juin 1957. Une souricière est installée à son domicile. Henri Alleg y est arrêté le lendemain. Après quatre jours de rétention chez elle, l'épouse d'Audin se met à sa recherche pour apprendre qu'il se serait évadé lors d'un transfert. Elle n'en croit rien et porte plainte pour homicide. Le député communiste Jacques Duclos interroge le ministre Robert Lacoste sur cette disparition à la tribune de l'Assemblée nationale, sans réponse. Dès juillet la presse évoque l'affaire. Un comité Audin se constitue et publie une brochure *L'affaire Audin* qui établit, à partir du dossier de l'instruction et de témoignages, que Maurice Audin, arrêté sans mandat, a été torturé, puis étranglé le 21 juin par un officier de renseignement et que l'évasion avait été une mise en scène. Massu niera toujours, mais dira : « Audin s'était engagé délibérément dans la subversion, il ne pouvait en ignorer les risques ». À ce jour, la France n'a jamais rouvert l'affaire Audin. ■



LES PERSONNALITÉS LES PLUS DÉTESTÉES DES LYCÉENS HONGROIS

Un premier sondage réalisé auprès de jeunes Canadiens en avril 2004 mettait en évidence que 40 % des 14-18 ans considéraient les États-Unis comme une puissance globalement malfaisante (*evil*). Ce chiffre atteignait même 64 % pour les Canadiens francophones. Cette méfiance croissante à l'égard des États-Unis n'est pas cantonnée à leur voisin d'Amérique du Nord : un sondage, publié le 7 juillet 2004, révèle quelles sont les personnalités étrangères les plus détestées par les jeunes Hongrois. George W. Bush obtient la seconde place avec 23 % des réponses précédé de peu par Adolf Hitler (25 %). Dans cette enquête, conduite auprès de 34 000 lycéens de 16 à 18 ans, Oussama Ben Laden, Saddam Hussein et même Joseph Staline se placent largement derrière le président états-unien. ■

Ordre nouveau

La doctrine stratégique des Bush

Le 11 septembre 1990, George Bush père présentait au Congrès sa vision d'un « nouvel ordre mondial » dominé par les seuls États-Unis. Peu après, il confiait à Dick Cheney et Paul Wolfowitz le soin de théoriser cette doctrine et d'en décliner les conséquences diplomatiques et militaires. Interrompu par la parenthèse Clinton, ce processus idéologique a été relancé par les attentats du 11 septembre 2001 et achevé par la publication par George Bush fils de la *Stratégie nationale de sécurité*, le 11 septembre 2002.



Le 11 septembre 1990, c'est-à-dire quelques jours après l'invasion du Koweït par l'Irak, le président George H. W. Bush (le père) prononce un discours, prévu de longue date, devant les chambres réunies du Congrès [1]. Il est retransmis en direct à la radio et à la télévision. Le texte, originellement consacré aux questions budgétaires, avait été profondément remanié en fonction de l'actualité. Son objet principal était de définir la vision états-unienne du « *Nouvel ordre mondial* » [2].

Le président commence par une belle envolée lyrique : « *Nous sommes aujourd'hui face à un moment unique et extraordinaire. La crise du golfe Persique, si grave soit-elle, offre aussi une occasion rare de progresser vers*

une période historique de coopération. De ces temps troublés, notre (...) objectif -un nouvel ordre mondial- peut émerger ; une nouvelle époque, plus libre de menaces et de terreur, plus forte dans la poursuite de la justice et plus sûre dans la quête de la paix, une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. Une centaine de générations [3] a cherché cet introuvable chemin vers la paix, tandis que des milliers de guerres se sont déchaînées contre les efforts de l'humanité. Aujourd'hui, ce monde nouveau se débat pour naître, un monde différent de celui que nous avons connu. Un monde où l'État de droit supplante la loi de la jungle. Un monde dans lequel les nations reconnaissent leur responsabilité partagée pour la liberté et la justice. Un monde dans lequel le fort respecte les droits du faible. C'est une vision que j'ai partagée avec le président Gorbatchev (...). Lui et d'autres leaders en Europe, dans le Golfe et partout dans le monde, comprennent que la manière dont nous traiterons la crise actuelle peut donner forme au futur pour les générations à venir. »

Puis, George H. W. Bush en vient aux choses sérieuses : c'est parce qu'il n'ont plus aucun ennemi qui les menace, juste des adversaires dans le tiers-monde, qu'ils doivent maintenir leur effort d'armement. *« Le Congrès doit, ce mois-ci, adopter un prudent programme pluriannuel de défense qui tienne compte non seulement de l'amélioration des relations Est-Ouest, mais aussi de nos responsabilités plus larges face aux risques persistants de violations du droit international et de conflits régionaux. Même avec nos obligations dans le Golfe, un sain budget de la défense peut être réduit en termes constants ; et nous sommes prêts à l'accepter. Mais aller au-delà d'un tel niveau, où des coupes budgétaires menaceraient notre marge de manœuvre, est quelque chose que je n'accepterai jamais. Le monde est toujours dangereux. Et maintenant, c'est clair. La stabilité est incertaine. Les intérêts américains ne sont pas garantis. L'interdépendance s'est accrue. Les conséquences d'une instabilité régionale peuvent être globales. Ce n'est pas le moment de mettre en cause la capacité de l'Amérique à protéger ses intérêts vitaux ».*

L'utopie gorbatchévienne d'un monde pacifié, issu d'un contrat entre les nations, laisse la place à la conception d'un « *nouvel ordre* » où le droit international n'est plus le fruit d'un consensus, mais une règle imposée par les forces armées des États-Unis d'Amérique. Du point de vue américain, ce tour de passe-passe est légitime. C'est en définitive le projet messianique des pères fondateurs de l'Amérique qui a triomphé sur celui des communistes. Le temps est venu pour cette nation soumise à Dieu (« *A nation under God* ») d'user de son rayonnement économique et de sa puissance militaire pour étendre Sa loi au reste du monde. D'ailleurs, le sceau des USA, reproduit sur les billets d'un dollar, porte la devise « *Novus ordo seculorum* » (le nouvel ordre pour les siècles).

Plus prosaïquement, cette devise est aussi celle de l'université de Yale et d'une association de ses anciens étudiants, l'Ordre des Skull & Bones [4]. Ce club ultra select, réservé aux mâles blancs, organisé en société initiatique, transmet à ses membres une vision élitiste du monde. Plus encore que les autres élèves de Yale, les Skull & Bones, dont la dynastie Bush fait partie de père en fils, croient qu'ils ont vocation à incarner un « *nouvel ordre* ».

Dans un premier temps, George H. W. Bush parut entendre le « nouvel ordre mondial » comme une régulation des relations internationales par des organisations inter-gouvernementales dans lesquelles les États-Unis joueraient un rôle éminent. Les questions politiques seraient arbitrées par l'ONU, les problèmes économiques et financiers par le FMI et la Banque mondiale, etc. Cette vision des choses était celle préconisée par le club des décideurs états-uniens interventionnistes, le Conseil pour les relations étrangères (Council for Foreign Relations) [5], dont George Bush avait été administrateur [6]. Si elle était conforme à la Constitution américaine, elle heurtait une partie de l'opinion publique, fidèle à la tradition de Thomas Jefferson, selon laquelle les traités internationaux engagent les États entre eux, mais ne peuvent se substituer aux lois nationales.



Dick Cheney
Secrétaire à la Défense de Bush père, vice-président de Bush fils.

Le secrétaire à la défense, Dick Cheney, encouragea George H. W. Bush, qu'il trouvait beaucoup trop hésitant, à aller plus loin. Les États-Unis devraient mettre à profit l'abandon par les Soviétiques de la course aux armements pour établir leur domination sans partage sur le reste du monde. Les organisations internationales ne seraient pas des arbitres défendus par les États-Unis, mais de simples courroies de transmission de la politique de Washington. Pour garantir cette paix impériale, cette Pax Americana, le Pentagone devait se doter des forces nécessaires pour

pouvoir faire face à toutes les éventualités et intervenir tous azimuts. Afin d'étayer son point de vue, Cheney commanda deux études : une sur l'évaluation des menaces pesant aussi bien sur les intérêts vitaux des États-Unis que sur la paix dans le monde, et une autre sur la stratégie et les moyens nécessaires pour que les forces américaines garantissent le « *nouvel ordre mondial* ».

Dans un rapport daté du 7 février 1991, l'amiral David E. Jeremiah, adjoint du chef d'état-major Colin L. Powell, détermina les menaces possibles :

- ▶ la reconstitution du Pacte de Varsovie sous l'impulsion d'un nouveau gouvernement russe agressif ;
- ▶ l'invasion russe des pays baltes ;
- ▶ une attaque par Cuba du canal de Panama ;
- ▶ des attaques contre les ressortissants états-uniens aux Philippines ou dans un autre État d'Extrême-Orient ;
- ▶ et surtout l'acquisition par l'Irak et la Corée du Nord d'armes de destruction massives dont Saddam Hussein et Kim Il Sung feraient usage lors de crises de démente.

L'identification de cette dernière menace semble répondre à des critères plus idéologiques qu'objectifs. On ne comprend pas pourquoi l'amiral Jeremiah s'inquiète des armes de destruction massive que l'Irak et la Corée du Nord pourraient acquérir, alors qu'il n'accorde pas d'attention aux mêmes armes déjà détenues par de nombreux États. On ne sait pas non plus ce qui lui permet de se prononcer sur la dangerosité particulière que représenterait la santé mentale de ces deux dictateurs comparativement à celle des autres autocrates de la planète.



Lewis Libby
Adjoint de Paul Wolfowitz dans
l'administration Bush père.
Directeur de cabinet de
Dick Cheney sous Bush fils.

Muni de ces sept scénarios, le secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, supervisa un rapport sur la politique quinquennale de défense. Il s'entoura d'un groupe de travail comprenant notamment Lewis Libby, Eric Edelman et Zalmay Khalilzad. Le 18 février 1992, il rendit son étude intitulée *Recommandations pour une politique de défense pour les années fiscales 1994-1999* (*Defense Policy Guidance for the Fiscal Years 1994-1999*). Bien que confidentiel, ce document parvint à la presse qui en publia de larges extraits [7]. De cette manière, Dick

Cheney tentait d'en faire la doctrine officielle de son administration, malgré l'opposition de certains autres membres du gouvernement, notamment du conseiller de sécurité nationale, le général Brent Scowcroft, et du chef d'état-major interarmes, le général Colin L. Powell.

Alors que Powell défend l'idée du maintien d'une force de base pour défendre les seuls intérêts vitaux des États-Unis, Wolfowitz préconise une armée de même format, mais dotée d'armes ultra-sophistiquées lui permettant d'asseoir la suprématie militaire des États-Unis sur le reste du monde.

« Notre premier objectif, écrit-il, est de prévenir la re-émergence d'un nouveau rival, que ce soit sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou n'importe où, qui présenterait une menace comparable à celle de l'ancienne Union soviétique. Ceci est le souci dominant qui sous-tend la nouvelle stratégie de défense régionale et requiert que nous nous engagions à prévenir tout pouvoir hostile de dominer une région dont les ressources pourraient, s'il en prenait contrôle, s'avérer suffisantes pour en faire une puissance globale. Ces régions comprennent l'Europe, l'Extrême-Orient, les territoires de l'ancienne Union soviétique, et l'Asie du Sud-Est.

Il y a trois aspects additionnels à cet objectif : Premièrement, les USA doivent faire preuve du leadership nécessaire pour établir et garantir un nouvel ordre mondial apte à convaincre les compétiteurs potentiels qu'ils ne doivent pas aspirer à un rôle régional plus important ni prendre une posture plus agressive pour défendre leurs intérêts légitimes. Deuxièmement, dans les zones de non-défense, nous devons représenter suffisamment les intérêts des pays industrialisés de manière à les décourager de concurrencer notre leadership ou de chercher à renverser l'ordre politique et économique établi. Enfin, nous devons conserver les mécanismes de dissuasion des compétiteurs potentiels qu'ils soient tentés de jouer un rôle régional plus important ou un rôle global. »



Paul Wolfowitz
Sous secrétaire à la Défense
chargé des questions politiques
sous Bush père. Secrétaire adjoint
à la Défense sous Bush fils.

Concernant l'Union européenne, Paul Wolfowitz indique : « *Bien que les États-*

Unis soutiennent le projet d'intégration européenne, nous devons veiller à prévenir l'émergence d'un système de sécurité purement européen qui minerait l'OTAN, et particulièrement sa structure de commandement militaire intégré ».

Enfin, pour exercer leur leadership, « *les États-Unis doivent être en mesure d'agir indépendamment quand une action collective ne peut être orchestrée* ». Ils « *doivent s'attendre à ce que les coalitions futures soient des alliances ad hoc* » et faire comprendre que « *l'ordre mondial est en définitive adossé aux États-Unis* » (et non pas à l'ONU).

Le sénateur Alan Cranston brocarde les fantasmes du Pentagone. Il stigmatise la volonté déclarée de réduire les États qui pourraient devenir des compétiteurs en les frappant préventivement, ce qu'il résume par le qualificatif de « *politique du gros bonnet* ». Devant le tollé suscité par ce document dont il avait lui-même organisé la fuite, le Pentagone révisa sa copie. La seconde version du rapport Wolfowitz fut édulcorée [8]. Pourtant, le processus était déjà en marche. Ainsi, les Européens furent priés d'inclure dans le Traité de Maastricht une clause subordonnant leur politique de défense à celle de l'OTAN [9].

Cette polémique n'arrête pas la marche de Dick Cheney. Ce qu'il n'a pu faire avaliser du premier coup, il le fera du second. Les derniers jours de son mandat, en janvier 1993, il publie un rapport sur la *Stratégie régionale de défense pour les années 90 (Defense Strategy for the 1990s : The Regional Defense Strategy)* qui ne sera pas repris par l'administration Clinton.



Zalmāi Khalilzad
Conseiller de Paul Wolfowitz dans
l'administration Bush père.
Ambassadeur en Afghanistan
dans l'administration Bush fils.

Dick Cheney écrit alors : « *À la fin de la Première Guerre mondiale, et à nouveau d'une moindre manière à la fin de la Seconde, les États-Unis comme nation ont commis l'erreur de croire qu'elles avaient installé une sorte de sécurité permanente, que la transformation de l'ordre réalisée notamment par le leadership et le sacrifice américains pouvait perdurer sans notre leadership et nos forces* ». À l'issue de cette sorte de Troisième Guerre mondiale que fut la Guerre froide, il convient donc que les États-Unis, en tant que puissance militaire, exercent un leadership mondial actif au lieu de s'en remettre à une

organisation collective, SDN, ONU ou autre. « *Nous ne pouvons pas laisser nos intérêts critiques dépendre uniquement de mécanismes internationaux qui peuvent être bloqués par des États dont les intérêts peuvent très différents des nôtres* ». Il s'en suit que, pour être crédibles, les États-Unis doivent être en état de guerre permanent, identifiant eux-mêmes les menaces émergentes, et les détruisant avec l'aide de coalitions ad hoc.

Il faudra attendre le premier anniversaire des attentats de New York et de Washington pour que les États-Unis adoptent officiellement la doctrine élaborée par Cheney, Wolfowitz et Khalilzad. Le 11 septembre 2002, douze ans jour pour jour après le discours historique de son père au Congrès sur le Nouvel

ordre mondial, George W. Bush promulgue la nouvelle *Stratégie nationale de sécurité des États-Unis d'Amérique* (*The National Security Strategy of the United States of America*). Un an plus tard, cette doctrine, adaptée par Javier Solana, en sa qualité de Haut-représentant pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne (et non d'ancien secrétaire général de l'OTAN), est adoptée par le Conseil européen sous le titre *Une Europe sûre dans un monde meilleur*.

Les principes stratégiques actuels des États-Unis ne sont donc pas une réponse aux attentats de 2001, mais le fruit d'une réflexion engagée par l'administration Bush père pour « profiter des opportunités » ouvertes par la disparition de l'Union soviétique. Le rejet de l'ONU et du droit international, les coalitions ad hoc, l'action préventive contre les dangers émergents, etc. ne sont pas des réactions passagères au choc des attentats, mais une stratégie longuement mûrie de domination impériale. Ils font aujourd'hui consensus dans la classe dirigeante états-unienne et sont approuvés par John Kerry [10], rival de George W. Bush à l'élection présidentielle.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] « Address Before a Joint Session of the Congress on the Persian Gulf Crisis and the Federal Budget Deficit », 11 septembre 1990, in *The Public Papers of the Presidents of the United States*, US Government Printing Office ed. Ce texte a été publié dans l'*US Department of State Dispatch* du 17 septembre 1990 sous le titre « Toward a New World Order ».

[2] Le discours devant le Congrès a été précédé d'une intervention en petit comité, lors d'un symposium de l'Aspen Institute, le 2 août 1990, auquel participait notamment Margaret Thatcher.

[3] Comme son fils, le président Bush père est un fondamentaliste chrétien. Il refuse les connaissances anthropologiques et la théorie de Darwin et, s'appuyant sur une lecture littérale de la Bible, il professe que l'humanité n'est vieille que de quelques milliers d'années

[4] « *Skull and Bones, l'élite de l'Empire*, *Voltaire*, 8 juillet 2004.

[5] « *Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US* », *Voltaire*, 25 juin 2004.

[6] George Bush fut administrateur du Conseil pour les relations étrangères de 1977 à 1979. Il démissionna de ce mandat lorsqu'il concourut aux primaires républicaines face à Ronald Reagan.

[7] L'affaire est révélée dans « *US Strategy Plan Calls For Insuring No Rivals Develop* » par Patrick E. Tyler, in *New York Times* du 8 mars 1992. Le quotidien publie également de larges extraits en page 14 : « Excerpts from Pentagon's Plan : "Prevent the Re-Emergence of a New Rival" ». Des informations supplémentaires sont apportées dans « *Keeping the US First, Pentagon Would preclude a Rival Superpower* » par Barton Gellman, in *The Washington Post* du 11 mars 1992.

[8] « *Pentagon Drops Goal of Blocking New Superpowers* » par Patrick E. Tyler, in *New York Times* du 23 mai 1992.

[9] Cf. *Traité de Maastricht*, titre V, article J4, paragraphe 4.

[10] « *Militarisme : John Kerry dans le texte* », *Voltaire*, 24 mars 2004.

Edwards : choix politique ou marketing ?

Analyse

John Kerry a choisi son colistier dans le ticket démocrate. Ce sera John Edwards, sénateur de Caroline du Nord, avocat devenu richissime en obtenant les plus importants dommages et intérêts de l'histoire de son État. Durant les primaires, il a mis en avant le thème des « deux Amériques », version locale de la « fracture sociale » entre « petits » et « gros ». Il a également été désigné par le magazine *People* comme l'homme le plus sexy de l'année 2000. Ce choix suscite des analyses contradictoires.

Pour le démocrate Sydney Blumenthal dans *The Guardian* le choix d'Edwards est judicieux. Il permet de concurrencer Bush dans le Sud traditionnellement républicain. En effet, le sénateur démocrate s'inscrit selon lui dans la tradition politique de type poujadiste de ces États qu'il peut facilement incarner grâce à son parcours. Pour le conservateur Pat Buchanan dans le *Washington Times*, le choix d'Edwards est avant tout une question d'image et a été imposé à Kerry pour compenser son manque de charisme. Max Boot, dont on ne sait toujours pas s'il votera Bush ou Kerry, présente également Edwards dans le *Los Angeles Times* comme un simple faire valoir du terne candidat Kerry. Pour lui, c'est un coup marketing inutile puisque Kerry ne devra son élection ou sa défaite qu'aux succès ou aux échecs de l'administration Bush. Tout ce que Kerry a donc à faire, c'est se présenter comme un recours possible en cas d'usure de Bush pour pouvoir, à sa suite, poursuivre la politique impériale.

Il semble acquis désormais que l'actuelle politique étrangère états-unienne sera poursuivie, mais encore faut-il pouvoir compter sur des troupes valides et des supplétifs dociles.

Or, le moral des GI's en Irak est au plus bas. On note une multiplication des désertions dans l'armée états-unienne lors des permission. Richard J. McNally, professeur de psychologie spécialiste du stress post-traumatique, revient dans le

Los Angeles Times sur le rapport du colonel de l'US Army Charles Hoge affirmant qu'un soldat états-unien revenant d'Irak sur six souffre de maladies mentales. Tout en reconnaissant la gravité des symptômes mis en lumière par l'enquête et demandant un traitement adéquat, il refuse la désignation pathologique des comportements observés. Pour lui, il s'agit de stress compréhensible dû aux horreurs de la guerre, pas d'une pathologie. On notera avec inquiétude que la présentation comme une pathologie de comportements contraires à ceux attendus par l'État est une constante des régimes fascistes. En ce qui concerne les supplétifs, Charles Wolf Jr. de la Rand Corporation fournit aux lecteurs de l'*International Herald Tribune* une méthode permettant aux États-Unis de savoir qui est « pour eux ou contre eux ». Il identifie sept questions internationales importantes pour Washington et recherche quels sont les pays qui s'alignent le plus sur les États-Unis. Il conclut de cette étrange méthode de classement (le cas taiwanais faisant l'objet de deux questions compte double, mais la politique étrangère en Amérique du Sud et en Afrique n'est pas évoquée) que désormais la France et l'Allemagne ne peuvent plus être considérés comme des alliés car leurs intérêts s'opposent à ceux des États-Unis. Aux lecteurs de tirer les conclusions qui s'imposent.

Enfin, dans un texte publié avant la décision de la Cour de justice internationale de La Haye, la militante des Droits de l'homme israélienne Jessica Montell dénonçait dans le *Los Angeles Times* la décision en trompe l'œil de la Haute cour de justice israélienne demandant des retouches du tracé du mur d'annexion en Cisjordanie tout en validant son principe. Pour l'auteur, il s'agissait avec cette décision de donner des gages mineurs aux Palestiniens et à la communauté internationale pour atténuer les effets d'une condamnation annoncée d'Israël sur ce point. Aujourd'hui, la Cour a rendu son « avis consultatif » précisant que le Mur constituait un « fait accompli » pouvant mener à une annexion *de facto* qui empiétait gravement sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens.

Réseau Voltaire

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton*

« La bataille du Sud a commencé »

Source : The Guardian

Référence : « The battle for the south has begun », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 8 juillet 2004.

John Edwards est un homme issu d'une famille modeste de Caroline du Nord. Il a fait carrière comme avocat contre les grandes entreprises, puis est devenu sénateur en développant le thème des « deux Amériques ». Edwards aurait pu être un candidat plus sérieux contre **John Kerry** si les démocrates ne s'étaient pas très vite rabattus sur Kerry quand ils ont estimé que c'était lui qui avait le

Wars. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

plus de chance de vaincre Bush. En choisissant Edwards, Kerry intègre *de facto* son thème de campagne.

Edwards offre surtout un lien avec la tradition démocrate du Sud et un moyen de lutter contre le conservatisme incarné par **Dick Cheney** dans ces régions. Le Sud a longtemps été une terre démocrate, mais ils l'ont perdu lorsqu'ils se sont divisés face à Andrew Jackson et à son vice-président John C. Calhoun. Jackson avait pour slogan « opportunité pour tous, privilèges pour personne » et Calhoun s'appuyait sur les oligarques locaux, manipulant les craintes raciales des électeurs. C'est cette dernière tendance qui l'emporta, avant de disparaître du Parti démocrate avec la loi des Droits civils de 1964. Les Républicains, qui n'étaient plus depuis longtemps le parti de Lincoln, récupérèrent cet électorat tandis que le Parti démocrate se recentra sur la tendance qu'avait incarnée Andrew Jackson, aujourd'hui représentée par Edwards. Le Sud devint républicain, mais la base républicaine n'était pas si solide que cela et **Jimmy Carter** et **Bill Clinton** gagnèrent dans cette région.

La stratégie de Bush dans le Sud est d'exploiter le patriotisme, la peur et de faire campagne sur le « conservatisme compatissant », alors que son programme est fait de dérégulation et de baisse d'impôt. Malheureusement pour lui, il a besoin d'un vote blanc presque unanime car si entre un tiers et un quart des Blancs votent démocrates, les Républicains perdent le Sud. La fragilité des Républicains dans le Sud est là, sans vote blanc solide, ils perdent. Voilà pourquoi les attaques contre Edwards ont déjà commencé.

Patrick J. Buchanan



Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se présenter indépendamment des deux grands partis états-unien en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

« Un mariage arrangé »

Source : Washington Times

Référence : « An arranged marriage », par Patrick J. Buchanan, *Washington Times*, 8 juillet 2004.

Dick Gephardt était le bon choix pour la vice-présidence. Ancien dirigeant de l'opposition à la Chambre des représentants, il aurait aidé **John Kerry** dans le Missouri. Opposant à l'ALENA et aux accords de libre-échange qui ont fait perdre 2,6 millions d'emplois dans l'industrie aux États-Unis, il aurait pu faire gagner des voix dans le Michigan, en Pennsylvanie, dans l'Ohio et en Virginie occidentale. En outre, Kerry et Gephardt s'apprécient et ce dernier est honnête et expérimenté.

Au lieu de cela, Kerry a choisi **John Edwards**, un homme dont il se moquait durant les primaires à cause de son inexpérience. En fait, le Parti démocrate a imposé Edwards à Kerry car il pensent qu'il n'a pas le charisme nécessaire pour battre **George W. Bush**. C'est un mariage arrangé pour le bien de la famille. Toutefois, si Edwards plombe le ticket démocrate par son manque d'expérience internationale et ne fait pas gagner la Caroline du Nord, c'est un choix que Kerry regrettera jusque dans la tombe. En revanche, si le duo Kerry-Edwards séduit l'Amérique, le choix restera dans l'Histoire comme le plus beau coup tactique depuis celui de Lyndon Johnson par John F. Kennedy bien que le premier ait accusé le père du second d'avoir été conciliant avec les nazis.

Edwards apporte avec lui la jeunesse, le charisme et le soutien de la presse de gauche. En outre, les thèmes développés par Edwards pourraient être déterminants pendant la campagne. En effet, l'attachement de Bush et **Dick Cheney** au libre-échange est en train de détruire le Parti républicain. Edwards l'a bien senti.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Continuez à dormir, les sondages mentent »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Let Sleeping Pols Lie-><http://www.latimes.com/news/opinion/commentary/la-oe-boot8jul08,1,5220277.column?coll=la-news-comment-opinions> », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 8 juillet 2004.

En sélectionnant **John Edwards**, **John Kerry** tente de redonner du jus à sa campagne qui en manque sincèrement. Mais cette tactique ne devrait pas plus fonctionner que pour **Bob Dole** et Walter Mondale. Ni Edwards, ni les discours de Kerry sur son expérience à la *Apocalypse Now* ne changeront la perception de base du public sur son caractère : cérébral, arrogant et distant.

Toutefois, cette image n'est pas nécessairement mauvaise car c'est peut-être justement le profil que cherchent les électeurs cette année après la succession de crises qu'a connu les États-Unis depuis 3 ans et demi. Les électeurs cherchent peut-être un président moins excitant, faisant la paix avec la France, ne polarisant plus la planète et ne creusant plus les déficits. Or, depuis qu'il gagne les primaires, Kerry tient un discours centriste. Il fait des propositions en matière d'emploi ou sur l'Irak que ne désavouerait pas Bush. Rien à voir avec les vociférations de **Michael Moore** ou de **George Soros** demandant un départ immédiat quel que soit le dirigeant au pouvoir.

Il ne propose pas une vraie alternative à Bush, mais ce n'est pas grave car les électeurs se prononceront plus sur ce qu'ils pensent du sortant dans leur vote que sur son opposant. Il a juste à se positionner en recours crédible.

Richard J. McNally



Spécialiste des questions de stress post-traumatique, Richard J. McNally est professeur de psychologie à l'université d'Harvard. Il est l'auteur de *Remembering Trauma*.

« La révulsion de la guerre n'est pas un désordre mental »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Revulsion to War Isn't a Mental Disorder », par Richard J. McNally, *Los Angeles Times*, 8 juillet 2004.

Une étude récente conduite par le psychiatre Charles Hoge affirme qu'un combattant sur 6 revenant d'Irak a un problème de santé mentale, une étude postérieure estime même qu'il sous-estime le problème. Je pense pour ma part que le problème est surestimé.

L'étude de Hoge se fonde sur les résultats d'interrogatoire de 1692 hommes d'infanterie sur des symptômes de dépression, d'anxiété généralisée ou de stress post-traumatique. Cet interrogatoire révélerait que 12,6 % des militaires interrogés présentent des symptômes de stress post-traumatique. En réalité, ce type de questionnaire peut suggérer un diagnostic, mais il est insuffisant pour le confirmer. Les personnes interrogées ont été témoins d'horreurs et il est logique qu'elles soient encore angoissées quelques mois après, mais cela ne veut pas dire qu'il s'agit de la pathologie du stress post-traumatique. En outre, si on en croit l'étude, 5 % des personnes interrogées souffraient de ce stress post-traumatique avant de partir en Irak. Aussi, soit ces personnes avaient vécu des expériences traumatisantes avant de partir, soit le test ne fait que mesurer le stress. Nous devons aussi ajuster nos études en nous souvenant que, à la fin des années 80, une étude avait estimé que 30,9 % des soldats envoyés au Vietnam avait subi un stress post-traumatique alors que seuls 15 % étaient dans des unités combattantes.

Pour les problèmes qu'ils rencontrent, nos vétérans doivent pouvoir bénéficier du meilleur traitement, mais il ne faut pas forcément les voir comme souffrant de pathologies.

Charles Wolf Jr.



Ancien expert du département d'État, Charles Wolf Jr. est

« Un test pour déterminer qui est un allié »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A test to determine who's an ally », par Charles Wolf Jr., *International Herald Tribune*, 8 juillet 2004.

Au XIX^{ème} siècle, le ministre des Affaires étrangères britanniques, Lord Palmerston, déclara que la Grande-Bretagne n'avait pas d'ennemis ou d'alliés perpétuels, mais des intérêts éternels. Pour appliquer cette maxime aux États-

analyste économique pour la Rand Corporation dont il a dirigé le centre de formation de 1970 à 1997. Il est chercheur à la Hoover Institution et au Council on Foreign Relations.

Unis, il faut la relativiser en observant que les intérêts d'une nation peuvent varier, ceux des États-Unis ont changé avec l'émergence des problèmes du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. En outre, aujourd'hui, compte tenu de la diversité du monde, on ne peut plus le diviser entre alliés et ennemis.

Ainsi, la France et l'Allemagne, présentés par des chercheurs comme des « alliés traditionnels » des États-Unis, se sont associés à Washington en Afghanistan et pour combattre le terrorisme, mais se sont opposés aux États-Unis concernant l'Irak, la Corée du Nord et les ventes d'armes conventionnelles à la Chine. Pour vraiment comprendre qui sont nos alliés, il faut examiner les sept questions principales de sécurité auxquelles les États-Unis doivent faire face : la reconstruction et la démocratisation de l'Irak, la reconstruction et la démocratisation de l'Afghanistan, la « feuille de route » et la solution des deux États entre Israéliens et Palestiniens, les négociations des six parties sur le programme nucléaire nord-coréen, la résolution pacifique du statut de Taiwan, s'opposer aux provocation de Taiwan et s'opposer à l'usage de la force par le continent, demander des inspections nucléaires en Iran.

Sur ces questions, on peut voir que la Grande-Bretagne, l'Australie, le Japon et la Corée du Sud s'alignent sur les États-Unis sur cinq de ces questions et sont neutres sur deux autres. Plus surprenant, la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Russie sont plus alignés que la France et l'Allemagne. Il est important de tenir compte de ces paramètres pour reclasser les pays entre alliés et adversaires.

Jessica Montell

Jessica Montell est directrice de l'organisation de Droits de l'homme israélienne B'Tselem.

« Le mur est aussi un enjeu mondial »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Wall Is a World Issue Too », par Jessica Montell, *Los Angeles Times*, 8 juillet 2004.

La semaine dernière, la Haute cour de justice israélienne a ordonné des modifications du tracé d'une petite portion de la barrière des opérations construites entre les Palestiniens et les juifs. Elle affecte de façon disproportionnée la vie des villages palestiniens et viole les « droits fondamentaux » des gens qui y vivent. Dans le même temps, la cour a défendu la légalité de la barrière elle-même. On peut penser que cette décision de justice vise à désamorcer la prochaine décision de la Cour internationale de justice de La Haye. Cette interprétation est crédibilisée par des déclarations comme celles du ministre des Affaires étrangères israélien, **Silvan Shalom**, qui a déclaré : « le fait qu'Israël change le tracé suite à une décision interne montre que nous n'avons pas besoin d'une implication extérieure. Il est désormais évident que notre système judiciaire peut produire une réponse appropriée à toutes les plaintes et réclamations palestiniennes ».

Je pense que c'est un erreur d'écarter la communauté internationale compte tenu du caractère hautement politisé de la barrière. Seule l'implication de la communauté internationale peut garantir que cette barrière est construite en respectant les normes internationales et le bien-être des Palestiniens. Telle

qu'elle est construite, elle sépare les Palestiniens dans une douzaine d'enclave isolée. On verra la sincérité de la décision de la cour quand elle traitera de la question de Jérusalem où les cas sont particulièrement dramatiques car la barrière sépare les Palestiniens les uns des autres. En Cisjordanie, la barrière inclut beaucoup de colonies. Si le gouvernement est sincère, il faut en redessiner le tracé en fonction des questions de sécurité, pas dans un but d'annexion.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paielement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .